ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 27 février 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar", a donné le 29 mai 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e februari 1984 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar", heeft de 29e mei 1984 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'usage recommande de mentionner au préambule toutes les modifications encore en vigueur qu'un texte a subies.

L'alinéa 3 devrait, dès lors, être complété de la manière suivante : "..., notamment l'article 30, modifié par les lois du 10 octobre 1967 et du 23 juin 1969;".

L'article 4 du projet tend à compléter l'article 27 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, par une disposition qui a pour objet "la police de la circulation routière des moyens de transport par fer empruntant la voie publique".

Pareille disposition ne trouve plus de fondement légal dans l'article 7 de la loi du 9 juillet 1875 sur les tramways par suite de l'abrogation de cette disposition, en tant qu'elle s'appliquait à la police du roulage et de la circulation, par l'article 8 de la loi du 1er août 1899, modifié par la loi du 15 avril 1964. Il conviendrait donc d'ajouter au préambule un alinéa 4, rédigé comme suit :

"Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 1er;".

L'arrêté en projet tend à modifier également les articles 7, 27 et 34 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976. Ces articles devraient figurer à l'alinéa 4 du préambule avec le rappel des modifications qu'ils ont subies.

.../...

Le texte suivant est proposé pour la finale de l'alinéa 4 (devenant 5) "..., notamment l'article 7, les articles 18 et 26, modifiés par l'arrêté royal du 3 août 1977, l'article 27, l'article 34, modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1983, et l'article 39, modifié par l'arrêté royal du 3 août 1977 (*);".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Dans le liminaire, les mots "l'article suivant" doivent être remplacés par les mots "la disposition suivante".

Dans le texte français de l'article 7 en projet, aux alinéas 1er et 2, le chiffre "2" doit être remplacé par le mot "deux".

A l'alinéa 1er, les tirets utilisés pour l'énumération des deux types de frein devraient être remplacés par 1° et 2°.

De l'accord du fonctionnaire délégué, l'alinéa 5 pourrait être rédigé comme suit :

.../...

(*) La section de législation a donné l'avis L. 15.805 sur un projet d'arrêté royal tendant à modifier notamment l'article 39. Si cet arrêté royal venait à être publié avant l'arrêté en projet, il conviendrait de compléter le préambule de celui-ci par la mention de la date de cet arrêté.

"La décélération doit être conforme au rapport entre l'intégrale de la décélération calculée entre les vitesses de 40km/h et de 10 km/h, et le temps nécessaire pour cette décélération".

A l'alinéa 6, il serait préférable de remplacer les mots "est prévu afin de" par "doit pouvoir" dans le texte français.

Au même alinéa, il y aurait lieu d'écrire dans le texte néerlandais : "lichamelijk" au lieu de "fysisch".

A l'alinéa 7, dans le texte français, il convient d'écrire comme dans le texte néerlandais "mis" (en exploitation) et non "remis".

L'expression "par des agents du service de contrôle gouvernemental", employée au même alinéa 7, vise, en fait, l'administration des transports. L'expression utilisée devrait, dès lors, être remplacée par les mots "par l'administration des transports".

Article 2.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 2.-

L'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 août 1977, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 18. L'article 7, alinéa 6, l'article 8, alinéa 4, les articles 9, 10, 11 et 12, l'article 13, alinéa 2, et l'article 14 ne sont pas applicables aux véhicules qui ne sont pas affectés au transport de voyageurs.

Pour les véhicules, visés à l'alinéa 1er, et par dérogation à l'article 7, alinéa 3, une décélération moyenne de 1,2 m/s^2 est suffisante.

Pour ces mêmes véhicules, et par dérogation à l'article 15, un feu de position blanc à l'avant, un feu de position rouge à l'arrière et un indicateur de direction sur chaque face latérale, suffisent".

Article 3.

La division de l'article 26 en 1°, 2°, 3°, alors qu'il ne s'agit pas d'une énumération, n'est pas conforme à l'usage. Celui-ci recommanderait d'utiliser des paragraphes numérotés. Il est donc suggéré de saisir l'occasion du présent projet pour remplacer tout l'article 26 afin d'en renuméroter correctement les différentes parties.

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

L'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 août 1977, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 26. § 1er (le texte comme au 1°)

§ 2 (le texte comme au 2°, en deux alinéas)

§ 3 (le texte comme au 3°)

§ 4 (le texte comme au 4°)

§ 5. Le personnel ne peut fumer dans les stations de métro ou de pré-métro, ni dans un véhicule, même si celui-ci est à l'arrêt ou en stationnement" (1).

Article 4.

En ce qui concerne sa division, l'article 27 en projet appelle la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 26 en projet.

.../...

(1) L'interdiction faite au personnel de fumer dans un véhicule recoupe en partie, pour la région de langue française, l'interdiction formulée en termes plus généraux par l'article 5 du décret du Conseil de la Communauté française du 2 décembre 1982 relatif à la lutte contre le tabagisme. Le conflit de compétence qui résulte de ce recoupement demeure théorique à l'heure actuelle car, d'une part, les deux dispositions en présence tendent aux mêmes fins dans la mesure où elles ont le même champ d'application et, d'autre part, l'article 5 du décret n'est assorti d'aucune sanction pénale. Sans qu'il soit nécessaire d'examiner dans quelle mesure la compétence de la Communauté française se justifie par rapport aux objets du décret du 2 décembre 1982, qui procède d'une proposition non soumise à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, il suffit de constater que le Roi est certainement compétent pour décider, au titre de mesure de police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, l'interdiction portée par le projet.

Il faut donc écrire :

"Article 4.-

L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 27.- §§ 1er à 9 (comme aux 1° à 9°).

§ 10. ... (comme au 10° en projet)".

Article 5.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Dans l'article 34, 7°, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1983, les mots "dans le véhicule" sont supprimés dans le texte français".

Article 6.

L'article 39 de l'arrêté royal du 15 septembre 1976 portant règlement sur la police des transports de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar, modifié par l'arrêté royal du 3 août 1977 (*),appelle la même observation que celle qui a été faite à propos des articles 26 et 27 en projet.

.../...

(*) La section de législation a donné l'avis L. 15.805 sur un projet d'arrêté royal modifiant notamment l'article 39. Si cet arrêté royal venait à être publié avant le présent projet, il y aurait lieu de compléter la phrase liminaire par la mention de cet arrêté modificatif.

Il est donc proposé d'écrire :

"Article 6.-

L'article 39 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 août 1977, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 39. § 1er. ... (comme au 1°) ...

§ 2. L'article 7, alinéas 3 à 6, l'article 9, alinéa 2, l'article 12, alinéas 2 et 3, l'article 14, alinéas 1er et 3, et l'article 15, alinéa 1er, 1°, ne sont pas applicables aux véhicules construits avant 1954".

Article 7.

Conformément à l'usage, les compétences de l'actuel Ministre des Communications en matière de postes, télégraphes et téléphones n'ont pas à être mentionnées dans l'exécutoire.

AANHEF.

Het gebruik wil dat alle in een tekst aangebrachte wijzigingen die nog van kracht zijn, in de aanhef worden vermeld.

Het derde lid zou derhalve als volgt moeten worden aangevuld : "..., inzonderheid op artikel 30, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967 en 23 juni 1969;".

Artikel 4 van het ontwerp strekt ertoe artikel 27 van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar aan te vullen met een bepaling aangaande "de politie over het wegverkeer van de middelen van vervoer per spoor die de openbare weg gebruiken".

Een zodanige bepaling vindt geen rechtsgrond meer in artikel 7 van de wet van 9 juli 1875 op de tramwegen,doordat deze laatste bepaling, in zoverre zij op de politie van het vervoer en van het wegverkeer van toepassing was, werd opgeheven door artikel 8 van de wet van 1 augustus 1899, gewijzigd bij de wet van 15 april 1964. Aan de aanhef zou dus een vierde lid moeten worden toegevoegd, gesteld als volgt :

"Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 1;".

Het ontworpen besluit strekt tevens tot wijziging van de artikelen 7, 27 en 34 van het koninklijk besluit van 15 september 1976. Deze artikelen zouden in het vierde lid van de aanhef moeten voorkomen, samen met de vermelding van de erin aangebrachte wijzigingen.

Voor het slot van het vierde lid (dat nu vijfde lid wordt), wordt de volgende tekst voorgesteld : "..., inzonderheid op artikel 7, op de artikelen 18 en 26, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, op artikel 27, op artikel 34, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1983, en op artikel 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977 (*);".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In de inleidende volzin moeten de woorden "het volgend artikel" worden vervangen door de woorden "de volgende bepaling".

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 7 moet het cijfer "2" in de eerste twee leden vervangen worden door het woord "deux".

In het eerste lid zouden de streepjes die gebruikt zijn voor de opsomming van de twee soorten remmen, moeten worden vervangen door 1° en 2°.

De gemachtigde ambtenaar gaat akkoord met het voorstel om het vijfde lid als volgt te stellen :

"De vertraging moet overeenstemmen met de verhouding tussen de integraal van de vertraging berekend tussen de snelheden van 40km/uur en 10 km/uur en de nodige tijd voor die vertraging".

.../...

(1) De afdeling wetgeving heeft onder nr L. 15.805 advies ge geven over een ontwerp van koninklijk besluit dat onder meer strekt tot wijziging van artikel 39. Mocht dat koninklijk besluit vóór het onderhavige ontwerp-besluit worden bekendgemaakt, dan zou de datum ervan vermeld moeten worden in de aanhef van dit laatste besluit.

In de Franse tekst van het zesde lid zou het beter zijn de woorden "est prévu afin de" te vervangen door de woorden "doit pouvoir".

In de Nederlandse tekst schrijve men "lichamelijk" in plaats van "fysisch".

In de Franse tekst van het zevende lid moet, overeenkomstig de Nederlandse versie, "mis (en exploitation)" worden geschreven, in plaats van "remis".

De uitdrukking "door beambten van de dienst voor regeringstoezicht" die in hetzelfde zevende lid wordt gebruikt, heeft in feite betrekking op het bestuur van het vervoer, en zou bijgevolg moeten worden vervangen door de woorden "door het bestuur van het vervoer".

Artikel 2.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

Artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 18. Artikel 7, zesde lid, artikel 8, vierde lid, de artikelen 9, 10, 11 en 12, artikel 13, tweede lid, en artikel 14 zijn niet van toepassing op de voertuigen die niet voor reizigersvervoer bestemd zijn.

Voor de in het eerste lid bedoelde voertuigen is, in afwijking van artikel 7, derde lid, een gemiddelde vertraging van 1,2 m/s^2 voldoende.

.../...

Voor diezelfde voertuigen volstaan, in afwijking van artikel 15, een wit standlicht vooraan, een rood achterlicht en aan elke zijde een richtingaanwijzer".

Artikel 3.

Een verdeling als die van het ontworpen artikel 26, in 1°, 2°, 3°, ... is niet gebruikelijk; het gaat hier immers niet om een opsomming. Eerder wordt een indeling in genummerde paragrafen aanbevolen. Men make bijgevolg van de gelegenheid gebruik om artikel 26 volledig te vervangen teneinde de verschillende delen ervan op correcte wijze te nummeren.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

Artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 26 : § 1. (de tekst zoals onder 1°)
§ 2. (de tekst zoals onder 2°, in twee leden)
§ 3. (de tekst zoals onder 3°)
§ 4. (de tekst zoals onder 4°)
§ 5. Het personeel mag niet roken in de stations

.../...

van de metro of van de pre-metro, noch in een voertuig, zelfs wanneer dit stilstaat of parkeert" (1).

Artikel 4.

Ten aanzien van de verdeling van het ontworpen artikel 27, geldt dezelfde opmerking als die welke in verband met artikel 26 werd gemaakt.

Er moet dus worden geschreven :

"Artikel 4.-

Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 27.- §§ 1 tot 9 (zoals onder 1° tot 9°).

§ 10. ... (zoals het ontworpen 10°)".

.../...

---

(1) Het aan het personeel opgelegde verbod om in een voertuig te roken valt, wat het Frans taalgebied betreft, gedeeltelijk samen met het in meer algemene bewoordingen gestelde verbod van artikel 5 van het decreet van de Franse gemeenschapsraad van 2 december 1982 betreffende de strijd tegen nicotinevergiftiging. Het bevoegdheidsconflict dat daaruit voortvloeit blijft tot nog toe van louter theoretische aard, enerzijds omdat de twee bepalingen waarover het gaat, beide hetzelfde doel nastreven in de mate dat zij dezelfde toepassingssfeer hebben, en anderzijds omdat aan artikel 5 van het decreet geen enkele strafrechtelijke sanctie verbonden is. Zonder dat onderzocht behoeft te worden in welke mate de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap verantwoord is ten opzichte van de doeleinden van het decreet van 2 december 1982, welk decreet voortvloeit uit een voorstel dat niet voor advies werd voorgelegd aan de Raad van State, afdeling wetgeving, kan worden volstaan met de vaststelling dat de Koning stellig bevoegd is om het in het ontwerp vervatte verbod op te leggen als maatregel van politie inzake personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar.

Artikel 5.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 5.-

In artikel 34, 7°, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1983, worden in de Franse tekst de woorden "dans le véhicule" geschrapt".

Artikel 6.

Voor artikel 39 van het koninklijk besluit van 15 september 1976 houdende reglement op de politie van personenvervoer per tram, pre-metro, metro, autobus en autocar, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977 (*), geldt dezelfde opmerking als die welke in verband met de ontworpen artikelen 26 en 27 werd gemaakt.

Bijgevolg wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 6.-

Artikel 39 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 augustus 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 39. § 1. ... (zoals onder 1°) ...

§ 2. Artikel 7, derde tot zesde lid, artikel 9, tweede lid, artikel 12, tweede en derde lid, artikel 14, eerste en derde lid, en artikel 15, eerste lid, 1°, zijn niet van toepassing op de voertuigen gebouwd vóór 1954".

.../...

(1) De afdeling wetgeving heeft onder nr L. 15.805 advies gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit dat onder meer strekt tot wijziging van artikel 39. Mocht dat koninklijk besluit vóór het onderhavige ontwerp-besluit worden bekendgemaakt dan zou de inleidende volzin met de vermelding van dat wijzigingsbesluit moeten worden aangevuld.

Artikel 7.

Zoals gebruikelijk is, hoeft in het uitvoeringsformulier geen melding te worden gemaakt van de bevoegdheid van de huidige Minister van Verkeerswezen ter zake van posterijen, telegrafie en telefonie.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

P. DE VISSCHER,

J. DE GAVRE,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

présidents de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.